

Mais, depuis quelque temps, il s'étale en colonnes baveuses, sur presque toutes les feuilles anglaises du pays; il domine dans les législatures de l'Ontario et du Manitoba, et le gouvernement fédéral lui-même en est sérieusement atteint. Ce qui n'est pas précisément un signe que l'union nationale est sur le point de devenir un fait accompli au Canada.

Dans l'Ouest

Dans l'extrême Ouest, la cession du Canada à l'Angleterre semble avoir produit beaucoup moins d'impression que dans l'Est. D'abord, la nouvelle dut mettre un peu plus d'un an avant d'arriver aux postes les plus éloignés. Et quand elle leur parvint, nos vieux coureurs de bois et de prairies, habitués aux fluctuations diverses de la lutte entre Français et Anglais, durent se dire que les choses finiraient bien par se remettre en état; que, probablement, les Français avaient déjà repris Québec et que, par conséquent, il n'y avait pas lieu de se troubler outre mesure.

Ils restèrent donc tranquillement là où ils se trouvaient. La seule chose qui les ennuya un peu fut que, ne recevant plus d'effets de commerce, ils ne pouvaient plus traiter les fourrures des sauvages. Mais ils comptaient si bien sur le retour prochain des Français qu'ils conseillèrent à leurs amis des bois de continuer à chasser et de garder leurs fourrures, jusqu'à ce que les Français reviennent les traiter.

Hélas! ce ne furent pas les Français qui revinrent: ce furent les gens de la Compagnie de la Baie d'Hudson qui arrivèrent. Inutile de dire que nos vieux Canadiens, leurs enfants les Métis et leurs amis les Sauvages reçurent les nouveaux arrivés avec aussi peu de sympathie que possible. Cependant, faute de mieux, ils furent bien obligés de faire du commerce avec eux.

Mais, quelques années plus tard, une autre compagnie d'Anglais, formée pour faire concurrence à la première, dans la traite des fourrures, s'en vint, elle aussi, établir des comptoirs dans l'Ouest. C'était la Compagnie du Nord-Ouest, dont les actionnaires étaient aussi anglais que ceux de la Baie